



Discours de

Monsieur Nicolas SCHMIT,

Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
du Grand-Duché de Luxembourg

A l'occasion de la

102^{ème} session
de la Conférence Internationale du Travail

Genève, 18 juin 2013

Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur général,
Excellences,
Chers Représentants,

Je voudrais d'abord féliciter notre Directeur général pour l'organisation de cette 102^{ème} Conférence du Travail. Il a, à juste raison, remis le travail au centre du développement économique, respectivement du développement humain. Nous sortons difficilement d'une crise provoquée par une logique folle qui avait essayé de mettre à l'écart le travail comme source de croissance, de richesse, de créativité et d'épanouissement.

Nous en connaissons les conséquences dramatiques, notamment pour l'emploi et la cohésion de nos sociétés.

C'est pour cette raison que mon gouvernement soutient activement tous les efforts pour rétablir la valeur du travail humain, pour mieux maîtriser la transformation accélérée du monde du travail dans le sens du travail décent, du respect des conditions de travail et de la justice sociale.

Qui mieux que l'OIT peut contribuer à promouvoir cette initiative. Donnons-nous en effet des objectifs ambitieux en ce sens en vue du centenaire de l'OIT, dans six ans.

C'est un chantier majeur d'une globalisation plus juste, plus équilibrée et dotée d'une gouvernance plus solide au sein de laquelle notre Organisation doit avoir sa place.

Les défis sont nombreux et de taille :

1. Je me dois de citer les événements tragiques qui ont coûté la vie à plus de mille salariés dans une usine textile au Bangladesh. Ce sont les victimes d'une globalisation sauvage. Le respect des normes internationales en matière de conditions de travail, de santé, de sécurité et de droits des travailleurs doit être renforcé. Le BIT engagé au Bangladesh et dans d'autres pays où le travail des enfants continue à se développer doit disposer des moyens et des ressources nécessaires. Mais il appartient également aux entreprises qui délocalisent leur production d'assumer pleinement leur responsabilité. Il y a un début de prise de conscience en la matière.

2. Il s'agit de rétablir le rôle de la protection sociale. Nos sociétés connaissent une recrudescence des inégalités. Il faut promouvoir l'idée d'un socle de droits sociaux. L'Europe s'est enfoncée dans des politiques d'austérité entraînant une récession économique qui perdure dans certains pays où la pauvreté explose littéralement. Il s'agit d'ajuster ces politiques en relançant une croissance soutenable et de tirer ainsi les leçons des erreurs, comme semble même le suggérer le Fonds monétaire international.

Mon gouvernement soutient tous les efforts pour doter l'Union économique et monétaire d'un véritable pilier social.

3. Il y a en effet à l'échelle mondiale une véritable crise de l'emploi. Ce sont notamment les jeunes, mais aussi les femmes et les travailleurs âgés qui en sont les premières victimes. La mobilisation en faveur de l'emploi et tout particulièrement de l'emploi des jeunes doit rester une des grandes missions de notre organisation. Mais ne soyons pas dupes. Sans politiques macroéconomiques qui mettent l'emploi au centre, il n'y aura pas de progrès rapide. La création d'emplois nouveaux n'est pas hors de portée, ni au Nord ni au Sud. Il s'agit d'orienter les ressources qui ne manquent pas vers les investissements créateurs d'emploi : tel le développement durable, seul moyen pour lutter contre le réchauffement climatique, l'éducation, la santé, la diffusion des nouvelles technologies... Nous devons proposer aux jeunes générations de bonnes formations, des emplois décents et non précaires. La « garantie jeunes » que les pays de l'UE se sont proposée d'introduire est à cet égard un moyen utile.

4. Notre Organisation est fondée sur le dialogue social qui présuppose le respect des libertés et des droits. Nous soutenons les initiatives du Directeur général auprès des entreprises et des employeurs. Si nous voulons maîtriser dans un sens humain la transformation du monde du travail, nous avons besoin de leur expérience mais aussi de leur soutien. La responsabilité sociale des entreprises ne doit pas rester un vain mot. Elle est essentielle à la relance d'une croissance qui englobe mieux les dimensions sociale et environnementale.

Notre Conférence s'est donné un ordre du jour riche et ambitieux. Il nous appartient dans ce cadre de dialogue qui associe partenaires sociaux et gouvernement de progresser ensemble.